CHAMBRE DES COMMUNES

Le mercredi 19 décembre 1984

La séance est ouverte à 14 heures.

• (1405)

DÉCLARATIONS AUX TERMES DE L'ARTICLE 21 DU RÈGLEMENT

[Français]

LA SÉCURITÉ SOCIALE

L'UNIVERSALITÉ DES PROGRAMMES SOCIAUX—LA NÉCESSITÉ POUR LES FEMMES D'APPUYER LE DÉBAT

Mme Sheila Finestone (Mount Royal): Monsieur le Président, l'universalité des programmes sociaux représente une notion fondamentale qui assure la protection financière des femmes par le biais des allocations familiales et des pensions de sécurité de la vieillesse. La priorité donnée aux femmes au cours de la campagne électorale n'existe plus. Au contraire, le gouvernement a remis en question le seul moyen par lequel les femmes sont reconnues aux niveaux financier et économique.

Les femmes du Canada doivent agir dès maintenant afin d'obliger le gouvernement à respecter leur contrat social, tout comme nous l'avons obligé à insérer la disposition relative à l'égalité dans la Constitution.

[Traduction]

La politique du gouvernement semble mal orientée. Nous devrions améliorer le sort des femmes au lieu de l'aggraver. Nous reculons au lieu d'avancer.

Les Canadiennes doivent absolument se faire entendre. Je les encourage fortement à participer à ce débat en téléphonant au premier ministre (M. Mulroney), poste 2-4211, en envoyant des pétitions et en protestant contre les réductions.

L'INDUSTRIE

L'AVENIR DE L'INDUSTIE VITICOLE

M. Joe Reid (St. Catharines): Comme d'autres, monsieur le Président, j'ai eu l'occasion cette semaine d'entendre les instances de l'Institut du vin canadien. L'ambiance était sympathique, les vins canadiens étaient excellents, mais la soirée a été gâchée à cause de craintes profondes et persistantes.

Les bons vins clairs et pétillants que nous avons goûtés n'ont pas un avenir prometteur, mais le gouvernement y peut quelque chose. La rentabilité et les ventes de l'industrie viticole canadienne n'ont jamais été aussi faibles. Plusieurs facteurs contribuent à la baisse des ventes de vins canadiens, notamment la production européenne fortement subventionnée, le taux de change défavorable et l'échange flagrant de vin importé pour des exportations canadiennes. Pis encore, cependant, les taxes fédérales et provinciales sur l'industrie viticole. Tous ces facteurs ont créé une situation intenable: les vins importés coûtent beaucoup moins cher que les vins canadiens.

L'industrie viticole attend beaucoup de l'avenir, car elle a prouvé que ses produits sont de qualité supérieure. Nous pouvons lui garantir un avenir aussi clair et aussi brillant que ses produits. A nous d'agir sans tarder.

LE TOURISME

LES PORTS D'ENTRÉE

M. John Parry (Kenora-Rainy River): Monsieur le Président, le gouvernement du Canada s'est engagé à donner de l'expansion au secteur touristique canadien et a nommé notre premier ministre d'État au Tourisme (M. McMillan). Il paraît, toutefois, que le ministre du Revenu (M. Beatty) compte fermer 19 ports d'entrée l'an prochain, ce qui nuira ainsi au tourisme dans ces régions.

[Français]

Je suis sûr que le gouvernement comprend qu'il faut verser de l'argent pour en faire davantage. Étant donné l'importance du tourisme américain au Canada, j'encourage le ministre du Revenu national à retenir ses portes d'accueil, et le ministre d'État (Tourisme) à appuyer son collègue à cet égard.

[Traduction]

La ville de Beaudette, au Minnesota, est un centre important de prédédouanement pour les touristes qui viennent dans la région de Rainy River, en Ontario. Le service des douanes assuré à Beaudette doit prendre fin le 1er janvier 1985. J'exhorte la ministre de l'Emploi et de l'Immigration, le ministre du Revenu national et le ministre d'État au Tourisme de se concerter et d'intervenir immédiatement pour assurer le maintien de ce service important.